

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-italiennes, l'Exposition universelle, la question migratoire, la construction européenne et sur la Grèce et la Zone euro, à Milan le 21 juin 2015.

LE PRÉSIDENT : Merci cher Matteo pour l'accueil que tu m'as offert qui est allé bien au-delà du vin ou de quelque produit alimentaire que ce soit et qui témoigne simplement de la qualité de la gastronomie italienne, de la force de ses produits et également du lien qu'il faut toujours établir entre la promotion de ce que nous pouvons créer et la culture.

Nous sommes deux grands pays de culture. Ils n'ont pas vocation à jouer de l'exception pour vanter leurs mérites et nous voulons faire partager cette conception-là de l'Europe. L'Europe, ça peut être un marché, c'est une monnaie, c'est aussi des institutions, ce sont des règles, mais c'est aussi un art de vivre, un mode de vie, une conception de l'existence, une projection par rapport à ce que nous voulons être et au message universel que nous voulons adresser.

A cet égard, l'exposition que vous avez organisée ici à Milan est à tous égards remarquable : remarquable par la qualité des stands, par la créativité des aménagements et par ce rassemblement de plus de 150 nations ici pour promouvoir les produits de chaque nation, mais aussi ce qui nous unit tous. La France prépare, elle aussi, un dossier pour une prochaine Exposition universelle, je suis venu d'ailleurs avec plusieurs parlementaires qui en ont la volonté et nous nous inspirerons de cette réussite, car elle est déjà probante à travers le nombre de visiteurs et le succès de beaucoup d'expositions.

Vous nous avez fait aussi un cadeau en nous permettant de venir inaugurer le pavillon français le jour le plus long de l'année pour nous donner quelques secondes de plus encore pour vanter notre propre excellence et vous avez fait aussi un hommage à la Fête de la musique et c'est la raison pour laquelle je suis venu avec Jack LANG, car c'est lui qui en a eu de l'idée et aujourd'hui, c'est une idée universelle et vous avez bien voulu faire que ce 21 juin, premier jour de l'été, ce soit aussi pour nous la fête de la France et la Fête de la musique.

Vous avez aussi donné un sens à cette Exposition à travers l'alimentation, l'enjeu de la nourriture à la fois de la sécurité que nous devons apporter, de la qualité que nous devons offrir et en même temps de l'exigence de partage car il s'agit de nourrir le monde et le lien se fait forcément entre cette exposition universelle de Milan et la conférence sur le climat de Paris. Nous avons d'ailleurs lancé ici l'appel de Milan, signé une charte pour que tous les pays qui ont voulu s'exposer puissent également se poser comme responsables de la planète.

Nous avons saisi l'occasion de cette inauguration, de cette visite pour évoquer nos relations bilatérales France / Italie qui sont en tous points excellentes et je rappelle que nous avons réuni nos gouvernements il y a peu et que nous avons continué à apporter des projets que vous connaissez que je ne vais pas ici énumérer, des projets d'infrastructures, des projets économiques, des projets culturels.

Aujourd'hui, nous avons abordé le sujet grave, et qui mérite d'être approché gravement, des migrations parce que c'est à la fois une conception que nous avons de l'Europe et une conception du monde que nous devons respecter. L'Europe, c'est un continent qui a des règles et qui n'en

change pas en fonction des menaces qu'il peut rencontrer, mais qui veut ces règles pour à la fois nous protéger autant que nécessaire, mais aussi pour faire en sorte que notre devoir puisse, à l'égard de populations qui sont martyrisées dans leur propre pays, s'exercer pleinement. Comme l'a dit Matteo, nous avons des principes qui nous unissent pour affronter cette question migratoire, qui a pris une intensité supplémentaire avec les crises au Moyen-Orient, avec le chaos libyen et toujours avec la misère de l'Afrique.

Ces deux principes, c'est la responsabilité et la solidarité : la responsabilité parce que chacun doit faire ce qu'il a à faire. Et la solidarité parce que nous sommes tous ensemble et qu'il n'y pas un pays qui peut prendre le fardeau pour les autres. Et ce n'est pas parce que l'Italie est au sud de l'Europe que l'Italie devrait être le pays, avec la Grèce, avec Malte qui aurait à faire l'effort au bénéfice de tous.

Non, la responsabilité de l'Italie ou d'autres pays qui peuvent être les pays d'accueil, c'est, avec l'Europe, de pouvoir enregistrer ces populations et faire en sorte que puissent être traités les réfugiés avec les droits qui doivent leur être accordés et également identifier les migrants qui sont venus pour des causes économiques, que l'on peut comprendre, mais qui ne pourront pas rester durablement sur le sol européen, qu'il faudra raccompagner d'Italie lorsque c'est possible et avec les moyens que l'Europe doit accorder ce n'est pas à l'Italie d'assumer seule cette opération et cette mission, d'autres pays peuvent être concernés pour ce raccompagnement. Ensuite il y a ce qui doit être fait pour les réfugiés avec un engagement que chaque pays devra prendre, ce sera l'objet du prochain Conseil européen de jeudi, que chaque pays puisse dire ce qu'il peut faire compte tenu de sa situation géographique, de sa situation économique, de sa situation également politique pour que nous puissions faire face avec humanité et avec dignité. Voilà les principes que nous avons fixés et la France et l'Italie se comprennent bien même s'il peut y avoir ici ou là des lieux où il y a des tensions, nous devons veiller, et c'est pourquoi nous avons créé un groupe de contact, à ce que ces tensions disparaissent et à ce que ces problèmes soient réglés toujours avec respect pour les personnes et avec respect aussi pour les règles.

Nous avons évoqué un second sujet qui est celui de la Grèce. Pourquoi ? Parce que c'est le même principe qui s'impose : responsabilité, solidarité. Responsabilité parce qu'un pays fait face à une situation, depuis longtemps d'ailleurs, ce n'est pas le gouvernement d'Alexis TSIPRAS qui en est responsable. Il est là mais il doit prendre sa part parce qu'il y a des décisions qui doivent permettre à la Grèce de sortir de la situation que l'on connaît. Et puis solidarité parce que c'est le principe même de la zone euro lorsqu'il s'est agi d'apporter un appui à la Grèce il y a quelques mois pour ne pas dire quelques années et encore aujourd'hui pour que la Grèce puisse continuer à rester dans la zone euro.

Nous en sommes là et il n'y a pas, je le dis souvent, mais là je le dis avec encore plus de gravité, de temps à perdre. Nous avons un Conseil de la zone euro lundi, un Conseil européen jeudi et nous savons que chaque jour compte. Alors que ce que nous avons voulu là aussi dire, l'Italie et la France, c'est que les discussions, les négociations doivent se poursuivre aujourd'hui, demain, pour qu'un accord puisse être trouvé et que les règles européennes puissent s'appliquer, les institutions puissent faire valoir un certain nombre de principes et que la Grèce puisse avoir les financements qu'elle attend.

Je termine pour évoquer les questions qui sont celles de notre avenir. La France et l'Italie sont deux grands pays qui ont une histoire dont ils sont fiers et qui ont également une autre idée de la culture, de la vie ensemble, de la qualité que nous pouvons offrir à nos populations respectives et nous devons donner à l'Europe parfois ce qui lui manque le plus, c'est-à-dire à sa jeunesse notamment un espoir et l'espoir, c'est bien sûr la croissance que nous devons stimuler et l'Italie, comme la France, nous faisons les efforts nécessaires de compétitivité, de redressement. Nous devons sans doute faire des réformes qui sont nécessaires pour la modernisation de notre pays et ça ne vaut pas simplement pour l'économie, ça vaut aussi pour la société tout entière mais nous devons aussi porter l'espoir, l'espoir d'une Europe qui pèse, d'une Europe qui ne se laisse pas entraîner par les populismes, par les régressions, par les peurs et face à ces risques, à ces dangers, à ces menaces, ce n'est pas en cédant à ceux qui voudraient nous ramener à une

Europe qui n'a jamais existé, c'est en nous armant pour convaincre les peuples que leur avenir passe par une Europe à condition qu'elle-même soit une Europe d'avenir.